



Etablissement support du GHT  
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

### **MARCHES PUBLICS DE SERVICES**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

**Appel d’offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique**

**Procédure N°GHT2025-3**

## **ASSISTANCE A MAITRISE D’OUVRAGE POUR LA RESTRUCTURATION/L’EXTENSION D’UN POLE SANITAIRE A VAL COUESNON-ANTRAIN (35)**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>5</b>
1.1 OBJET .....	5
1.2 ALLOTISSEMENT .....	5
1.3 PROCÉDURE .....	5
1.4 FORME DU MARCHÉ PUBLIC ET DES PRIX .....	5
1.4.1 <i>Forme du marché public</i> .....	5
1.4.2 <i>Forme des prix</i> .....	5
<b>ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ, DÉLAIS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>5</b>
2.1 DURÉE .....	5
2.2 DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	5
2.3 PROLONGATION DES DÉLAIS .....	6
<b>ARTICLE 3 - INTERLOCUTEURS DU MARCHÉ.....</b>	<b>6</b>
3.1 L'ÉTABLISSEMENT PARTIE .....	6
3.2 LE TITULAIRE.....	6
3.3 LA CO-TRAITANCE .....	6
3.4 LA SOUS-TRAITANCE .....	6
<b>ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 5 - LE COMITÉ DE PILOTAGE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 - LES LIVRABLES DU MARCHÉ PUBLIC .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DES PRESTATIONS/ARRÊT DES PRESTATIONS .....</b>	<b>9</b>
7.1 MODIFICATION DES PRESTATIONS.....	9
7.2 ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	9
<b>ARTICLE 8 - ORGANISATION ET SUIVI.....</b>	<b>9</b>
8.1 RÉUNION DE CADRAGE .....	9
8.2 AUTRES RÉUNIONS.....	10
8.3 DÉPLACEMENTS.....	10
<b>ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>10</b>
9.1 ORDRES DE SERVICE .....	10
9.2 REMISE DES LIVRABLES .....	10
9.3 LIEU DE LIVRAISON DES LIVRABLES.....	11
9.4 TRANSPORT .....	11
<b>ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>11</b>
10.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION .....	11
10.2 DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION .....	11
10.2.1 <i>Décision d'admission</i> .....	11
10.2.2 <i>Décision d'ajournement</i> .....	11
10.2.3 <i>Décision de réfaction</i> .....	12
10.2.4 <i>Décision de rejet</i> .....	12
10.2.5 <i>Garantie</i> .....	12
<b>ARTICLE 11 - TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 12 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU PRIX.....</b>	<b>12</b>
12.1 FORME DES PRIX .....	12
12.1 PRIX DE RÉFÉRENCE.....	12
12.2 VARIATION DES PRIX .....	13
<b>ARTICLE 13 - PAIEMENT ET ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE.....</b>	<b>13</b>

13.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	13
13.2 CONDITIONS DE REGLEMENT .....	14
13.2.1 <i>Mode et délai de paiement</i> .....	14
13.2.2 <i>Comptable</i> .....	14
13.2.3 <i>Changement de taxes</i> .....	14
13.2.4 <i>Nantissement</i> .....	14
13.2.5 <i>Retenue de garantie</i> .....	15
13.2.6 <i>Avance</i> .....	15
13.2.7 <i>Acomptes</i> .....	15
<b>ARTICLE 14 - PENALITES .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>16</b>
15.1 RELATIVES A L’OBJET DU MARCHE PUBLIC .....	16
15.2 RELATIVES A LA COMPOSITION DE SON EQUIPE.....	16
15.3 RELATIVES AUX CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE.....	16
15.4 RELATIVES AU COMPORTEMENT DU PERSONNEL DU TITULAIRE.....	16
<b>ARTICLE 16 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 17 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>17</b>
17.1 DEFINITIONS .....	17
17.2 UTILISATION DES RESULTATS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	18
17.2.1 <i>Etendue de la cession</i> .....	18
17.2.2 <i>Exploitations</i> .....	18
17.2.3 <i>Cession à un tiers</i> .....	19
17.2.4 <i>Rémunération</i> .....	19
17.2.5 <i>Garanties</i> .....	19
17.2.6 <i>Droit moral</i> .....	19
<b>ARTICLE 18 - ASSURANCE .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 19 - RESILIATION .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 20 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 21 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>20</b>

## Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Rennes comme établissement support du GHT « Haute-Bretagne ».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- le **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES**,
- le **CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE**,
- le **CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES**,
- le **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR**,
- le **CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE)**,
- le **CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE**,
- le **CENTRE HOSPITALIER LE GRAND-FOUGERAY**,
- le **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE**,
- le **CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE)**,
- le **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER**.

### Seul l'établissement suivant est concerné par le présent marché public :

- **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE.**

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte du Centre Hospitalier des Marches de Bretagne, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités du Centre Hospitalier des Marches de Bretagne sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent du Centre Hospitalier des Marches de Bretagne. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Haute-Bretagne ».

Le CH des Marches de Bretagne est le maître d'ouvrage de l'opération.

## ARTICLE 1 - **OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 Objet**

La présente consultation a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour l'opération de restructuration/extension d'un pôle sanitaire au Centre Hospitalier des Marches de Bretagne à VAL COUESNON-Antrain de la phase étude (PRO) jusqu'à la fin de l'année de parfait achèvement.

La mission d'AMO est une prestation de conseil et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique au sens de l'article L. 2422-3 du code de la commande publique.

Cette mission est exclusive de toute mission de maîtrise d'œuvre portant sur le même ouvrage.

Le présent marché public comprend 3 phases :

- **Phase 1** : assistance en phase de conception intégrant le contrôle d'avancement et de validation des dossiers de conception - projet et dossier de consultation jusqu'à la désignation des entreprises et des assureurs ;
- **Phase 2** : assistance en phase d'exécution et réception des travaux ;
- **Phase 3** : assistance durant la garantie de parfait achèvement.

### **1.2 Allotissement**

Il s'agit d'un marché public unique.

### **1.3 Procédure**

Le présent marché public est conclu au terme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

### **1.4 Forme du marché public et des prix**

#### **1.4.1 Forme du marché public**

Il s'agit d'un marché ordinaire.

#### **1.4.2 Forme des prix**

Le marché public est conclu à prix global et forfaitaire.

## ARTICLE 2 - **DUREE DU MARCHÉ, DELAIS D'EXECUTION**

### **2.1 Durée**

Le marché public est conclu pour une durée de validité allant de sa date de notification au titulaire jusqu'à l'admission sans réserve des prestations.

### **2.2 Délais d'exécution**

Les délais prévisionnels d'exécution des missions s'inscrivent dans les délais prévus au calendrier prévisionnel du MOE et au CCTP.

## **2.3 Prolongation des délais**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la prestation, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès de l'établissement partie concerné, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-PI.

En outre, l'établissement partie concerné peut lui-même accorder une prolongation de ce délai, s'il a connaissance d'une cause qui lui est imputable et qui fait obstacle à l'exécution du marché.

Cette prolongation est accordée au titulaire par écrit.

## **ARTICLE 3 - INTERLOCUTEURS DU MARCHÉ**

### **3.1 L'établissement partie**

Le CH des Marches de Bretagne désigne nommément la personne qui assure la conduite des prestations dès la notification du marché au titulaire. Le CH des Marches de Bretagne est le maître d'ouvrage de l'opération.

### **3.2 Le titulaire**

Le Titulaire désigne nommément, dès la notification du marché, la personne qui assure la conduite des prestations. De cette personne dépend essentiellement la bonne exécution des prestations. A ce titre, le Titulaire doit se conformer à l'article 3.4 du CCAG-PI.

Le Titulaire est tenu d'exécuter personnellement et en toute indépendance la mission qui lui est confiée.

Il respecte la composition de l'équipe telle que définie dans son mémoire technique.

### **3.3 La co-traitance**

Le marché public peut être conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Le mandataire du groupement représente jusqu'à la fin du marché public l'ensemble des opérateurs économiques vis-à-vis de la personne publique pour l'exécution du marché public.

### **3.4 La sous-traitance**

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public sous réserve du respect des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, dans les cas prévus à l'article L2193-3 du code de la commande publique.

Le Titulaire qui désire sous-traiter une partie de son marché public doit préalablement demander l'agrément du sous-traitant et de ses conditions de paiement à l'établissement partie concerné, et ce avant tout commencement d'exécution.

A ce titre, il devra fournir les pièces suivantes : acte spécial de sous-traitance (DC4), formulaire DC2 (déclaration du sous-traitant), attestations fiscales et sociales.

La personne habilitée à engager l'établissement partie concerné pourra alors en cas d'accord accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement par un acte spécial annexé au présent marché public.

## ARTICLE 4 - PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seule foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement et son annexe :
  - Annexe n°1 : décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP) ;
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP) ;
- 4) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de prestations intellectuelles) ;
- 5) Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- 6) Le mémoire technique du titulaire.

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les ordres de services.

## ARTICLE 5 - LE COMITE DE PILOTAGE

Un comité de pilotage est mis en place pour la réalisation de la mission.

Il est piloté par la Directrice Déléguée.

Le comité de pilotage est composé de :

- De la Directrice des Travaux ;
- Du Responsable Technique ;
- De la Responsable des Achats ;
- De l'Assistante Marchés.

## ARTICLE 6 - LES LIVRABLES DU MARCHE PUBLIC

Prestations à réaliser		Livrables attendus
	Transverses à toutes les phases	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Validation des projets des demandes de paiement des prestataires intellectuels dans le délai de 8 jours calendaires à compter de la réception par le titulaire de la demande de paiement du prestataire</li><li>✓ Rédaction des projets d'avenants aux marchés des prestataires intellectuels</li></ul>
Préalable	Cadrage de la mission	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Réalisation d'un PV de la réunion dans les cinq (5) jours calendaires</li><li>✓ Documents de suivi de l'opération sous un délai de 15 jours calendaires suivant la réunion</li></ul>
Phase 1	Assistance en phase conception intégrant le contrôle d'avancement et de validation des dossiers de conception : projet et DCE jusqu'à la	<u>Suivi du marché de Maîtrise d'œuvre :</u>  Livrables PRO :

	désignation des entreprises et des assureurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapport technique sur la phase PRO dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la communication du PRO</li> <li>✓ Mise à jour de la liste des évolutions du programme validées par le maître d'ouvrage</li> <li>✓ Projet de notification au maître d'œuvre des décisions du maître d'ouvrage dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la communication du maître d'ouvrage de sa décision</li> </ul> <p>Livrables DCE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Avis sur les pièces marché de la consultation des marchés de travaux dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la réception des documents par le titulaire</li> <li>✓ Avis sur le rapport d'analyse des offres établi par la maîtrise d'œuvre dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la réception des documents par le titulaire</li> <li>✓ Préparation des courriers d'attribution et de rejet dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la réception des documents par le titulaire</li> </ul> <p>Livrables communs PRO / DCE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Compte rendu des réunions intermédiaires de mise au point des éléments PRO / DCE – sous un délai de 5 jours calendaires suivant la réunion</li> <li>✓ Bilan financier et calendrier prévisionnel sous forme d'une note mensuelle précisant les retards, dépassement et propositions de correction</li> </ul> <p>Suivi du marché CSPS</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Elaboration d'une analyse des risques</li> </ul> <p>Suivi du marché CT</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Elaboration du suivi des réserves</li> <li>✓ Vérification de l'intégration des remarques du CT dans le dossier PRO</li> </ul> <p>Marchés d'assurances</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Dossier de consultation des marchés d'assurances</li> <li>✓ Rapport d'analyse des offres dans un délai de 8 jours à compter de la réception des plis par le titulaire</li> </ul>
Phase 2	Assistance en phase exécution des travaux et réception	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Compte rendu des réunions – sous un délai de 5 jours calendaires suivant la réunion</li> <li>✓ Avis sur les travaux supplémentaires et avis sur les projets d'avenants établis par le maître d'œuvre – sous un délai de 5 jours calendaires à compter de la réception des documents par le titulaire</li> <li>✓ Bilan financier et calendrier prévisionnel sous forme d'une note mensuelle précisant les retards, dépassement et propositions de correction</li> <li>✓ Analyse des mémoires en réclamation des entreprises de travaux sous un délai de 10 jours calendaires à compter de la réception des documents par le titulaire</li> </ul>



		<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Avis sur les projets de décomptes mensuels – sous un délai de 5 jours calendaires à compter de la réception des documents par le titulaire</li> <li>✓ Avis sur les projets de décompte généraux – sous un délai de 10 jours calendaires à compter de la réception des documents par le titulaire</li> </ul>
Phase 3	Assistance durant la garantie de parfait achèvement	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Cahier de gestion du parfait achèvement</li> <li>✓ Bilan global de l'opération</li> <li>✓ Analyse des mémoires en réclamation des entreprises de travaux sous un délai de 10 jours calendaires à compter de la réception des documents par le titulaire</li> </ul>
Ordre du jour et comptes-rendus des réunions		<p>Réalisation d'un ordre du jour et d'un compte-rendu de réunion pour chaque réunion du comité de pilotage, chaque réunion de travail organisée par le titulaire, et transmission pour validation au comité de pilotage.</p> <p>Le délai est de cinq (5) jours calendaires avant et après chaque réunion pour livrer l'ordre du jour et les comptes-rendus des réunions</p>

## ARTICLE 7 - **MODIFICATIONS DES PRESTATIONS/ARRET DES PRESTATIONS**

### 7.1 **Modification des prestations**

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique.

### 7.2 **Arrêt de l'exécution des prestations**

En application de l'article 20 du CCAG-PI, le CHU de Rennes se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché public à l'issue de chacune des phases.

Dans ce cas, le CHU de Rennes notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des prestations. Le marché public est alors résilié à la date de réception de la notification de la décision.

Les phases accomplies sont alors rémunérées sans abattement ni indemnité au titulaire.

## ARTICLE 8 - **ORGANISATION ET SUIVI**

### 8.1 **Réunion de cadrage**

Dans un délai maximum trois (3) semaines après la notification du marché public, une réunion entre le Titulaire et le représentant du CH des Marches de Bretagne est initialisée pour le lancement de la mission.

Lors de cette réunion de cadrage, le comité de pilotage ainsi que les missions attendues sont présentées. A cette occasion les marchés de maîtrise d'œuvre, de Contrôleur technique et de CSPS lui sont remis. Dans un délai de 15 jours calendaires après la réunion, le titulaire doit proposer les documents de suivi de l'opération.

La réunion fait l'objet d'un procès-verbal rédigé par le Titulaire et diffusé au CH des Marches de Bretagne dans les cinq (5) jours calendaires suivant la réunion.

## **8.2 Autres réunions**

Le Titulaire et/ou le CH des Marches de Bretagne organise également toutes réunions nécessaires lors de chaque phase.

Le Titulaire a l'obligation de participer à chacune des réunions prévues auxquelles il est convié.

Chaque réunion donne lieu à un compte-rendu rédigé par le Titulaire et diffusé au CH des Marches de Bretagne concerné dans les cinq (5) jours calendaires suivants la réunion.

## **8.3 Déplacements**

Les déplacements nécessaires et inhérents à la conduite de la présente mission ainsi que les réunions de travail et de restitution des travaux sont inclus dans le prix global et forfaitaire proposé par le Titulaire et intègrent tous les frais et charges, notamment les frais de personnels, les frais de transport, hébergement et restauration.

# **ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

## **9.1 Ordres de service**

Le marché public fait l'objet d'ordres de service.

L'ordre de service est la décision émanant de la personne dûment habilitée par le CH des Marches de Bretagne qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations constituant l'objet du marché public.

Les ordres de services sont numérotés, datés et signés par le CH des Marches de Bretagne. Ils sont adressés au Titulaire en un exemplaire.

Conformément à l'article 3.8.2 du CCAG-PI, si, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de l'ordre de service par le Titulaire, le CH des Marches de Bretagne n'a pas reçu de réserves de la part du Titulaire, ce dernier est réputé avoir accepté les prescriptions définies dans l'ordre de service.

## **9.2 Remise des livrables**

Les livrables sont remis au CH des Marches de Bretagne pour vérification et décision après vérification.

Les documents élaborés pour chaque phase par le titulaire sont transmis au CH des Marches de Bretagne dans les formes prévues à l'article 3.1 du CCAG-PI et selon les modalités suivantes :

- Documents finaux et intermédiaires énumérés aux comptes des livrables :
  - 2 exemplaires sur support papier,
  - 1 exemplaire CD ou clé USB,
  - 1 support informatique. Les fichiers informatiques fournis par courrier électronique seront modifiables et adaptables au format Office 2007 (Word, Powerpoint et Excel).
- Ordres du jour, comptes rendus de réunions énumérés aux comptes des livrables : 1 exemplaire électronique pour chaque participant.
- Autres documents : 1 exemplaire électronique pour chaque participant.

### **9.3 Lieu de livraison des livrables**

Les livrables papiers sont remis à l'adresse suivante :

**CH des Marches de Bretagne**  
Cellule Marchés de Travaux  
1 rue Jean Marie Laloy  
35560 VAL COUESNON

Les livrables électroniques sont transmis aux adresses électroniques communiquées par le CH des Marches de Bretagne au titulaire.

### **9.4 Transport**

Le transport est effectué par le Titulaire ou son mandataire.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-PI, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au Titulaire selon le moyen de transport qu'il a choisi.

Frais de transport : Les livrables sont livrés au point de livraison (article 9.3 ci-avant), franco de port. Le Titulaire est responsable du mode de transport de ses fournitures dans les conditions prévues à l'article 20.3 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **10.1 Opérations de vérification**

Les prestations seront vérifiées à l'issue de chaque phase.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-PI sont applicables.

Néanmoins, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le délai qui est imparti au CH des Marches de Bretagne pour procéder aux vérifications quantitatives et qualitatives et notifier sa décision est d'un (1) mois à compter de la fin d'exécution de chaque phase.

En dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part au CH des Marches de Bretagne de sa volonté expresse d'y participer.

### **10.2 Décisions après vérification**

Les dispositions de l'article 29 du CCAG-PI sont applicables.

A l'issue des opérations de vérification, le CH des Marches de Bretagne prend, dans le délai prévu à l'article 10.1, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

#### **10.2.1 Décision d'admission**

Le CH des Marches de Bretagne prononce l'admission des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché public. L'admission prend effet à la date de notification de la décision d'admission au Titulaire.

En dérogation à l'article 29.1 du CCAG-PI, l'admission des prestations ne peut pas être acquise tacitement.

#### **10.2.2 Décision d'ajournement**

Le CH des Marches de Bretagne, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée.

Le Titulaire est invité à présenter les livrables de nouveau dans un délai de quinze (15) jours ouvrés, à compter de la réception de la décision, après avoir effectué ces mises au point. Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, ce délai est ramené à un (1) jour ouvré pour les ordres du jour et les comptes rendus.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de trois (3) jours ouvrés. Ce délai est ramené à un (1) jour ouvré pour les ordres du jour et les comptes rendus.

#### **10.2.3 Décision de réfaction**

Lorsque le CH des Marches de Bretagne estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivants la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le CH des Marches de Bretagne dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le CH des Marches de Bretagne est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

#### **10.2.4 Décision de rejet**

Lorsque le CH des Marches de Bretagne estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché public et ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

Par dérogation à l'article 29.4.2 du CCAG-PI, en cas de rejet, le Titulaire est tenu, sauf décision contraire, d'exécuter de nouveau la prestation dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la notification de la décision. Ce délai est ramené à un (1) jour ouvré pour les ordres du jour et les comptes rendus des comités.

#### **10.2.5 Garantie**

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an.

## **ARTICLE 11 - TRANSFERT DE PROPRIETE**

Le transfert de propriété des documents rédigés dans le cadre du présent marché public est réalisé par leur admission et conformément à l'article 17 ci-après.

## **ARTICLE 12 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX**

### **12.1 Forme des prix**

Il s'agit d'un marché public ordinaire traité à prix global et forfaitaire. Ce prix figure à l'acte d'engagement et rémunère le titulaire indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser les prestations objet du marché public.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (frais de transports, hébergement et restauration, emballage, fournitures, main d'œuvre, réunions, fournitures de bureau, la production des documents, etc.), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

### **12.1 Prix de référence**

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres (Mois M0).

Les prix de référence du marché sont les prix nets HT, figurant sur la décomposition du prix global et forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

## **12.2 Variation des prix**

### **Révision des prix**

Les prix du marché public sont révisibles à chaque date anniversaire du marché dans les conditions fixées ci-dessous.

L'indice de référence I du marché est : ING disponible sous le Moniteur

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de la révision est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n / I_0)$$

dans laquelle I<sub>0</sub> et I<sub>n</sub> sont les valeurs prises par l'indice de référence du marché respectivement au mois 0 et au mois n de révision des prix.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La demande de révision doit être formulée par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception. Le courrier doit être réceptionné **deux (2) mois** avant la date prévue pour l'application de la révision.

L'absence, à cette échéance, d'une demande de révision des prix a pour conséquence le maintien du prix initial.

### **Clauses limitatives :**

#### **Clause butoir :**

L'évolution des prix résultant de l'application des dispositions qui précèdent sera limitée à une augmentation de 3% par an (rabais initial déduit).

Le montant de l'augmentation s'apprécie en comparant le prix global et forfaitaire de l'année N -1 avec le prix révisé.

## **ARTICLE 13 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE**

### **13.1 Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement sont transmises par voie électronique conformément à l'article 11.8 du CCAG-PI.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Le code service à indiquer est **TRAVAUX**.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite de l'établissement partie concerné, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Les demandes de paiement comporteront les indications suivantes :

- nom et adresse du Titulaire,
- date de la facture
- numéro de compte bancaire ou postal (RIB ou RIP) tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- numéro et date du marché public, (les factures non référencées seront systématiquement retournées à leur auteur),
- phases effectuées (service fait),
- taux et montant de la T.V.A.,
- montant total des prestations effectuées.

## **13.2 Conditions de règlement**

### **13.2.1 Mode et délai de paiement**

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI. Il ne peut toutefois être effectué qu'à compter de la date de réception de la facture, ou, si la date de réception de la facture est antérieure à l'admission des prestations, à compter de la date d'admission de celles-ci.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement, soit au C.C.P. ou compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2192-11,1° du code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture par l'établissement partie concerné jusqu'au décaissement par le Comptable public.

Le délai global de paiement ne prend effet que si les factures sont envoyées selon les modalités fixées à l'article 13.1 du présent CCAP.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, pour frais de recouvrement.

### **13.2.2 Comptable**

Le Comptable Assignataire est la Trésorerie Hospitalière de Fougères- 1 Rue Bas Munstereifel-35300 FOUGERES.

### **13.2.3 Changement de taxes**

Il sera tenu compte au titulaire ou au CH des Marches de Bretagne, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

### **13.2.4 Nantissement**

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit au CHU de Rennes. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du CHU de Rennes, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

### **13.2.5 Retenue de garantie**

Sans objet.

### **13.2.6 Avance**

Il est fait application de l'article B.11.1 du CCAG-PI.

Une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance sera égal à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois.

Si elle est supérieure à douze mois, le montant de l'avance sera égal à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le délai global de paiement de l'avance forfaitaire court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué à l'acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du marché.

### **13.2.7 Acomptes**

Des acomptes sont versés au titulaire en fonction de l'avancement des prestations réalisées. Ces acomptes sont établis sur la base d'une demande transmise par le titulaire, accompagnée des justificatifs nécessaires attestant de l'état d'avancement des missions réalisées au titre du marché. Conformément aux dispositions de l'article 11.2 du CCAG-PI, la périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

Le montant de chaque acompte est calculé à l'avancement des prestations, dans le respect du montant global prévu au marché.

## **ARTICLE 14 - PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure ni invitation du Titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont cumulables et sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, il est appliqué les pénalités suivantes :

- Une pénalité forfaitaire de 200€ s'applique en cas d'absence à chaque réunion ou/et visite de site.
- Une pénalité forfaitaire de 200€ par jour de retard s'applique en cas de non remise des livrables dans les délais impartis définis à l'article 6 du présent CCAP.

## **ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **15.1 Relatives à l'objet du marché public**

Le Titulaire apporte son conseil et son assistance au CH des Marches de Bretagne, non professionnel, pour toutes questions et problèmes afférents aux prestations relevant du présent marché public.

Le Titulaire s'engage et est réputé avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.

En conséquence, le titulaire ne peut :

- se prévaloir postérieurement à son engagement d'une connaissance insuffisante des prestations à exécuter ;
- justifier une demande quelconque de suppléments de prix du fait de sa connaissance insuffisante des prestations à exécuter.

### **15.2 Relatives à la composition de son équipe**

Le Titulaire s'engage à remplacer, dans les plus brefs délais, tout membre de l'équipe chargé de l'exécution du présent marché public qui viendrait à être défaillant. Le remplaçant proposé doit avoir un niveau au moins égal à celui auquel il succède et aucun remplacement ne pourra donner lieu à un changement du prix des prestations.

Tout changement dans l'équipe est soumis pour approbation au CH des Marches de Bretagne, préalablement à toutes interventions.

A ce titre, obligation est faite au Titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au CH des Marches de Bretagne dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de la demande de changement dans l'équipe.

Le Titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives réglementaires applicables aux prestations objet du présent marché public.

Dans le cadre de sa mission de conseil vis à vis de la personne publique sur tous les aspects fonctionnels, techniques, méthodologiques et financiers, le Titulaire est tenu d'actualiser ses connaissances durant toute la durée du marché public.

### **15.3 Relatives aux changements affectant le titulaire**

Le Titulaire est tenu de communiquer, sans délai et par écrit, au CH des Marches de Bretagne tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché public.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le Titulaire est informé que le CH des Marches de Bretagne ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées à l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société ou concernant le statut de la société et dont le CH des Marches de Bretagne n'aurait pas eu connaissance.

### **15.4 Relatives au comportement du personnel du titulaire**

Le personnel mis à disposition par le Titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du CH des Marches de Bretagne. En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer,
- Tenue vestimentaire en bon état de propreté,



- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse,
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles prévues par le présent marché public, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement,
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente,
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

## ARTICLE 16 - **OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

Les informations échangées entre les parties, dans le cadre de l'exécution du présent marché public, sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation préalable écrite du CH des Marches de Bretagne, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le Titulaire est soumis aux obligations générales relatives à la protection du secret, notamment à celles qui concernent le contrôle du personnel.

Le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des plans, documents, fichiers informatiques et autres éléments relatifs au marché public, et en aviser sans délai l'établissement partie concerné de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le Titulaire soumet à l'approbation au CH des Marches de Bretagne les dispositions qu'il prend à cet effet.

Aucune diffusion ou présentation par le Titulaire de documents, aucun exposé oral concernant le CHU de Rennes, son organisation et ses procédures ne peut se faire sans l'accord écrit au CH des Marches de Bretagne.

En cas de violation par le Titulaire des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le CHU de Rennes peut résilier le marché public aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Le Titulaire ne peut prétendre, du chef des dispositions du présent article, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

## ARTICLE 17 - **PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Il est dérogé aux articles 32 à 35 du CCAG-PI.

### **17.1 Définitions**

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les œuvres, les signes distinctifs, les rapports, les études et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

Les « droits de propriété intellectuelle » désignent les droits de propriété artistique.

Les droits de propriété artistique désignent les droits d'auteur et les droits voisins du droit d'auteur régis par le code de la propriété intellectuelle ainsi que les droits de même nature reconnus à l'étranger ou en application d'accords, conventions et traités internationaux.

Les « tiers désignés dans le marché » désignent les personnes désignées dans les documents particuliers du Marché qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumises aux mêmes obligations que l'établissement partie concerné pour l'utilisation des résultats.

La liste de ces tiers désignés figure dans les documents particuliers du Marché.

## **17.2 Utilisation des résultats et propriété intellectuelle**

### **17.2.1 Etendue de la cession**

Le titulaire cède, à titre exclusif, au CH des Marches de Bretagne le droit de représentation et de reproduction de tout ou partie des plans, études, avant-projet, esquisses, croquis, maquettes et de toutes autres éventuelles créations réalisées dans le cadre de l'exécution du présent Marché ci-après dénommées « les Créations » sur tout support actuel ou futur (incluant notamment les supports papiers, électroniques, informatiques, numériques, vidéographiques, magnétiques, photographiques...) et par tout procédé actuel ou futur de communication au public (incluant notamment télévisuel, internet dont les applications mobiles, vidéographique, cinématographique, exposition, etc.).

Par « Créations » on désigne notamment :

- Les créations et les conceptions nées de l'exécution du Marché quel qu'en soit le support (rapports, esquisses, compte-rendu, plans et graphiques, toutes propositions et éléments architecturaux, photographies, analyses, relevés, illustrations, dessins etc.) ;
- La signalétique (incluant notamment les prototypes de titre et sous-titre, des panneaux, des textes des murs d'entrée et de sortie) ;
- Tous éléments architecturaux (son, audiovisuel), le choix des matériaux, des couleurs, principes de graphisme, principes et choix des éclairages... ;
- Les documents et dossiers d'études, les documents techniques d'exécution, le dossier de sécurité, les prototypes, maquettes, esquisses, illustrations, recherches graphiques, documents et fichiers de toute nature provenant de l'exécution du marché, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation ;
- Tout autre élément protégé par le droit d'auteur réalisé dans le cadre du présent Marché.

Le titulaire cède également les droits de modification et d'adaptation des Créations en vue de leur intégration éventuelle à une œuvre collective, de collaboration ou composite, sous réserve du respect du droit moral du Titulaire ainsi que le droit de faire traduire les Créations et leurs adaptations en toutes langues et de reproduire ladite traduction sur tout support, connu ou inconnu à ce jour.

La cession est consentie pour le monde entier et pour la durée de la propriété littéraire et artistique, régie par les lois françaises et étrangères et par les conventions internationales, actuelles ou futures, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.

### **17.2.2 Exploitations**

La présente cession est consentie notamment pour les exploitations suivantes :

- La reproduction et la représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations sur les bases de données et les sites intranet et internet édités ou coédités par l'établissement partie concerné et/ou ses Partenaires ;
- La reproduction et la représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations dans le cadre d'applications mobiles gratuites ou payantes ;
- La reproduction et la représentation sur tout support (notamment électronique, informatique, numérique, télématique ou encore papier) destiné à être diffusé en vue du développement des publics de l'établissement partie concerné et/ou de ses Partenaires ;
- La reproduction dans les programmes destinés au public, les dossiers, brochures, dépliants, cartes de tous formats et sur tous supports, posters, plaquettes, prospectus, revues, diffusés gratuitement aux fins d'information du public et de promotion des activités de l'établissement partie concerné et/ou de ses Partenaires ;
- La reproduction et la représentation sur tous supports destinés à la communication interne ou externe de l'établissement partie concerné et/ou de ses Partenaires et notamment dossiers de presse, rapports d'activité, communiqués de presse, cartes et cartons d'invitations, dossiers institutionnels et de mécénat, journaux internes, articles de presse écrite ou télédiffusés, newsletters, campagnes d'emailing ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par l'établissement partie concerné et/ou par ses Partenaires y compris dans toute salle réunissant du public (espaces de bureaux, ateliers...) ;

- La reproduction, notamment dans l'enceinte et autour des locaux de l'établissement partie concerné et/ou de ses Partenaires, sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités de l'établissement partie concerné et/ou de ses Partenaires ;
- La reproduction à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations sur tous supports et selon tous procédés et notamment par imprimerie, photographie, audiovisuelle, numérisation, stockage sous forme de fichier informatique dans une mémoire électronique ;
- La représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations, dans le cadre de conférences, colloques, séminaires, projections, formations, cours ou ateliers, pouvant faire l'objet de captation, tenus au sein de l'établissement partie concerné ou des locaux de ses Partenaires, et notamment au sein d'auditoriums ou espaces de bureaux ;
- La reproduction et la représentation de tout ou partie des Créations par tout moyen dans le cadre et pour les besoins de projets éditoriaux et d'opérations publicitaires ;
- Le droit de reproduire, ensemble ou séparément, tout ou partie des différents éléments des Créations en vue de leur diffusion dans le monde entier sous toutes formes d'édition : ordinaire, de luxe (à tirage limité ou non), fac-similaire, de demi-luxe, reliée, populaire, de poche (dite aussi de grande diffusion), en clubs, scolaire, critique ou dans une anthologie ;
- La reproduction et la représentation des Créations sur tous produits dérivés destinés à être commercialisés ou offerts à titre promotionnel, (incluant, sans s'y limiter : les articles souvenirs, articles de bureaux, papeterie, cartes postales, affiches, jeux, reproductions d'œuvres, vêtements, maroquinerie, parfums, produits d'art, bijoux...);
- La représentation par voie de projection publique, télédiffusion, de montage en audiovisuel, de film, de vidéo produit et d'émission de télévision, onde, câble, fils, satellite à des fins de recherche ou de pédagogie ainsi que dans les éditions vidéographiques et cinématographiques ;
- Le droit d'établir ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira, autant d'exemplaires doubles ou copies, par photocopie, microfiche ou microfilm ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir, qu'il soit électronique, informatique, analogique, magnétique ou numérique, à partir de reproductions ou d'enregistrements visés ci-dessus ;
- L'archivage ;
- Toute autre exploitation destinée aux besoins propres de l'établissement partie concerné, dans le cadre de ses activités et missions.

### **17.2.3 Cession à un tiers**

Il est convenu que le CH des Marches de Bretagne pourra non seulement exploiter lui-même les Créations mais pourra également consentir des autorisations ou des cessions à des tiers dans la limite des droits d'exploitation qui lui ont été cédés dans le cadre du présent Marché.

### **17.2.4 Rémunération**

La présente cession est consentie gracieusement par le Titulaire au CH des Marches de Bretagne, le titulaire déclarant en être désintéressé au regard de sa rémunération forfaitaire au titre du présent marché.

### **17.2.5 Garanties**

Le titulaire garantit au CH des Marches de Bretagne une jouissance paisible des droits cédés sur les Créations. Il garantit notamment au CH des Marches de Bretagne contre toute réclamation, revendication, recours ou action émanant d'un tiers quel qu'il soit.

### **17.2.6 Droit moral**

Le CH des Marches de Bretagne s'engage à faire figurer le nom du Titulaire sur tous les supports reproduisant ou représentant les Créations dans la mesure où cela est matériellement possible.

## ARTICLE 18 - ASSURANCE

Le titulaire devra justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande du CH des Marches de Bretagne, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels de l'établissement partie concerné, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- par son personnel salarié ;
- par ses matériels ;
- du fait de l'exécution du marché avant et après admission des prestations.

## ARTICLE 19 - RESILIATION

Les clauses de résiliation prévues par les articles 36 à 42 du CCAG-PI sont applicables au présent marché public.

En cas de résiliation, le Titulaire doit au CH des Marches de Bretagne une copie de l'intégralité des données confiées conformément à l'article 31 du CCAG-PI.

## ARTICLE 20 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU de Rennes, le CH des Marches de Bretagne et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux Article R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

## ARTICLE 21 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé au CCAG-PI pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-PI
4	4.1
10.1	28.2 et 28.5
10.2.1	29.1
10.2.2	29.2.1
10.2.4	29.4.2
14	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
17	32 à 35